



EXTREME DROITE VRAI OU FAUX ?

Dans un contexte marqué par une montée de l'influence des idées d'extrême droite au sein de notre société, la CGT refuse de rester neutre face à la banalisation de cette idéologie toxique. Cette publication est une aide pour argumenter face aux idées simplistes diffusées dans les médias ou les réseaux sociaux, et que l'on entend répétées à la machine à café, sur « les patrons écrasés par les charges », « les étrangers qui nous volent notre travail », ou « les assistés qui nous coûtent trop cher ». Ce document vise à rétablir les faits, chiffres à l'appui, et à montrer que ces problématiques sont des outils utilisés par l'extrême droite pour nous opposer les uns, les autres...



« Les patrons paient trop de cotisations »

FAUX

Les cotisations sociales financent la retraite, la sécurité sociale l'assurance chômage... Elles fonctionnent sur le principe de solidarité et sont nécessaires et utiles à tous. Baisser les cotisations pour réduire le coût du travail revient à réduire les services publics. Sans cotisations, on ne pourrait pas se soigner. Quelques exemples des coûts d'une journée d'hospitalisation : en chirurgie 1407€, en obstétrique 1173€, en médecine 1061€. Le coût d'un accouchement est de 7350 €, le coût d'une péritonite évitée est de 11 030€.



« C'est normal que les grands patrons qui créent beaucoup d'emplois et prennent des risques gagnent beaucoup d'argent, cet argent est mérité »

FAUX

80 % des 42 milliardaires français sont des héritiers (Lagardère, Bernard Arnault, Bolloré, Bouygues...) : ils sont nés milliardaires. 100% d'entre eux exploitent notre force de travail pour s'enrichir. A proportion des revenus, les ultra-riches sont deux fois moins taxés que les classes moyennes grâce à toute une série d'avantages fiscaux qui leur sont favorables. Cela veut dire que les revenus financiers (dividendes) sont moins taxés que les revenus liés au travail. Ça c'est une véritable injustice ! Bernard Arnault gagne 400 000 fois plus qu'une de ses ouvrières ! Travaille-t-il 400 000 fois plus ? Est-il 400 000 fois plus méritant ?

**La CGT recense plus de 1287
morts au travail en France en
2025, combien parmi eux
étaient des patrons ?!**

« Si on taxe les grands patrons ils vont quitter la France et le chômage augmentera »

FAUX

L'argument de la compétitivité soutenu par la droite et l'extrême droite est une manière de mettre les salariés en concurrence pour mieux détruire les droits sociaux (dumping social). La majorité des emplois en France ne sont pas délocalisables. En effet, 47% des 16 millions de salariés du secteur marchand travaillent dans des TPE ou PME.

Les très grandes entreprises multinationales reçoivent énormément d'aides publiques (près de 100 milliards par an). Cela ne les empêche pas de supprimer des emplois de production en les délocalisant, et d'externaliser les métiers très qualifiés (notamment les « fonctions support ») pour la plupart en Europe).



« Il y a trop d'assistés »

FAUX

Les personnes ciblées sont en général sans emploi et sont nommées « cassos ».

À l'origine, « cassos » n'était qu'une simple abréviation administrative : *cas social*, terme désignant un dossier suivi par les services sociaux et caractérisant une personne en difficulté, aidée par l'État. Désormais, « cassos » est utilisé de manière péjorative pour désigner un groupe de personnes perçues comme étant en situation de grande précarité sociale, situation dont ils sont victimes et non responsables. Les personnes visées sont celles qui ne travaillent pas, qui perçoivent le RSA et/ou celles inscrites à Pôle emploi. Dans la bouche d'un adolescent, « cassos » décrit une personne ringarde, paumée, idiote...

Pourtant, lorsqu'on prend en considération les chiffres des aides de l'État, on peut se demander qui sont les vrais assistés :

- 12,3 milliards d'euros sont consacrés au RSA,
- 211 milliards d'euros sont consacrés aux aides publiques aux entreprises

Malgré cela, ce sont les 12,3 milliards qui sont pointés du doigt, jamais les 211 milliards.

Un tiers des Français ne font pas les démarches pour avoir accès aux prestations auxquelles ils peuvent prétendre : le taux de non recours pour le RSA est de 34%.

Par ailleurs, plus de la moitié de la fraude sociale est exercée par les employeurs qui ne paient pas leur part de cotisations sociales

« C'est l'extrême droite qui défend l'emploi et les travailleurs »

FAUX

Le RN a voté contre :

- le blocage des prix du carburant,
- l'instauration de la taxe Zucman sur les patrimoines supérieurs à 100 millions d'euros,
- l'augmentation de la progressivité de l'impôt sur le revenu,
- L'augmentation du SMIC à 1500 euros net mensuel,
- Le gel des loyers.

Par ailleurs le RN s'est abstenu sur le plafonnement des marges de la grande distribution sur les denrées alimentaires.



« Il y a trop d'étrangers » « On est envahis »

FAUX

Les étrangers représentent environ 10% de la population, un chiffre stable depuis 40 ans, inférieur à celui de certains de nos voisins comme la Suisse (26%) ou l'Allemagne (15%). Nous avons largement la capacité de les accueillir, nous sommes la 7^{ème} puissance économique mondiale.

« La France accueille la misère du monde »

FAUX

La France n'accueille qu'une part infime des réfugiés mondiaux. Accueillir des travailleurs, des étudiants, des familles, ce n'est pas « accueillir la misère », c'est faire vivre le pays. C'est aussi une question d'humanité. Rappelons également que la France a fait venir des travailleurs étrangers à plusieurs périodes de son histoire (après 1918, après 1945, puis dans les années 1950/1970) pour reconstruire le pays, développer l'industrie, faire tourner les mines, le bâtiment, les services publics. Ils ont bâti nos routes, nos usines, nos hôpitaux : on ne peut que les remercier. Leur présence est le résultat de choix économiques et politiques assumés. Certaines migrations sont liées à des conflits, des déstabilisations ou des héritages coloniaux où les puissances occidentales ont joué un rôle majeur. L'immigration en France s'inscrit donc dans une histoire commune et non dans une "invasion".

« Ils profitent des aides »

FAUX

Leur solde contributif est positif : ils cotisent à la retraite, à l'assurance maladie et payent la TVA, souvent sans pouvoir prétendre à toutes les aides (condition de régularité, durée de résidence).

Ce que dit la loi : Etrangers sans papiers : s'ils travaillent, ils cotisent sans percevoir d'aide sociale (pas de RSA, pas d'APL, pas d'allocations familiales, pas de chômage, pas de droits à la retraite). Etrangers demandeurs d'asile : une seule aide possible : ADA (200 à 450 €/mois le temps que leurs dossiers soient traités). Pas d'APL, pas d'allocations familiales, pas de logement social. Étrangers en situation régulière (hors réfugiés) : pour toucher le RSA il faut 5 ans de titre de séjour autorisant à travailler ; pour toucher le minimum vieillesse, il faut 10 ans de titre de séjour autorisant à travailler. Ils paient les mêmes impôts et cotisations que les Français.

**Rappelons que ce sont les patrons
qui profitent le plus des aides dans
ce pays...**

« Ils prennent le travail des Français »

FAUX

Les étrangers occupent des postes essentiels que les Français ne pourvoient plus : sans eux, des secteurs d'activité tels que le BTP, le nettoyage, la restauration ou encore la santé s'effondreraient. Dans ces milieux, ils représentent 21% des travailleurs du BTP, 40 % des agents d'entretien, 25 % des cuisiniers. 20 % des médecins exerçant à l'hôpital ont obtenu leur diplôme à l'étranger. La mise en concurrence des travailleurs ne vient pas des étrangers, mais du système capitaliste que nous combattons. L'égalité des droits protège tout le monde.



« Ils tirent les salaires vers le bas »

FAUX

Ce sont les employeurs qui exploitent les travailleurs sans droits. Le dumping social est une pratique consistant à profiter des situations précaires des étrangers pour les embaucher avec des conditions de travail défavorables (absence de contrat, salaires très bas, nombre d'heures de travail excessif...). Régulariser permettra à tous de travailler avec de meilleures conditions.

« Ils ne s'intègrent pas »

FAUX

L'intégration fonctionne : les enfants d'immigrés parlent français, réussissent à l'école, travaillent et participent à la société. Les mariages mixtes en France sont un indicateur d'intégration réussie (13.5% en 2024).

La non-intégration lorsqu'elle est avérée vient d'une discrimination à l'embauche ou au logement, pas d'un refus de la part des concernés.



« On ne se sent plus chez nous »

FAUX

Ce malaise vient surtout du refus d'accepter les différences : culture, coutume, religion. Ce n'est pas une question d'origine, mais de mode de vie et de tolérance.

« J'ai peur que mes filles soient voilées »

FAUX

En France, personne ne peut obliger une fille à porter un voile. Le port du voile est un choix. La loi protège strictement la liberté individuelle. Dans la société, aucune religion, aucun groupe, aucune personne n'a le pouvoir d'imposer un vêtement. La loi protège la liberté de conscience, l'intégrité, et l'égalité entre les femmes et les hommes. Cette peur ne correspond pas à la réalité juridique : vos enfants décident pour elles mêmes, et la loi les protège. Souvent, cette inquiétude traduit un sentiment de changement sociétal, pas un risque réel. Ce qui construit l'avenir des enfants, ce sont l'éducation, l'égalité et la liberté quel que soit leur origine ou leur religion.

« Ils augmentent l'insécurité »

FAUX

Aucune étude criminologique sérieuse ne démontre qu'une origine est un facteur de délinquance. Les statistiques montrent que la délinquance est corrélée à la pauvreté, à l'exclusion sociale et au taux de chômage des jeunes. Résoudre l'insécurité passe par la réduction des inégalités et la mixité urbaine, pas par la stigmatisation.

L'insécurité liée au chômage, à la détérioration du système de santé, ou à la baisse du pouvoir d'achat n'est pas due aux étrangers.

« La France accorde trop facilement l'asile »

FAUX

La majorité des demandes d'asile sont refusées.

Le droit d'asile est un droit fondamental, pas une porte ouverte. D'ailleurs, beaucoup de français en ont profité pendant la seconde guerre mondiale lorsqu'ils ont fui le nazisme.

Le problème, ce n'est pas l'étranger, c'est l'injustice sociale et ceux qui cherchent à nous diviser. La CGT défend les étrangers parce que tous les travailleurs ont les mêmes intérêts.

ENSEMBLE NOUS SOMMES PLUS FORTS!

« Les médias ne sont pas neutres »

VRAI

Environ 10 milliardaires détiennent la grande majorité des chaînes de télévision privées et des grands titres de presse. Ces médias ont un agenda politique, économique et civilisationnel correspondant à l'idéologie de droite, voire d'extrême-droite, de leurs propriétaires : ces milliardaires imposent des idées qui leur sont



QUI CONTRÔLE LES MÉDIAS FRANÇAIS ?

 BERNARD ARNAULT 1ère fortune de France Entreprise : LVMH Secteur : Luxe Médias : Les Echos, Le Parisien, Aujourd'hui en France, Radio Classique	 RODOLPHE SAADÉ 14e fortune de France Entreprise : CMA CGM Secteur : Transports Médias : BFM TV, RMC, La Provence, Corse Matin, La Tribune	 VINCENT BOLLORÉ 8e fortune de France Entreprise : Vivendi Secteur : Transports, Logistique, Publicité Médias : Cnews, Canal+, C8, Cstar, Europe 1, RFM, Le JDD, Voici, Geo, Capital, ...
FAMILLE DASSAULT 36e fortune de France Entreprise : Groupe Dassault Secteur : Armement, Aéronautique Médias : Le Figaro, Gala, Le Particulier	FAMILLE MOHN Allemagne Entreprise : Bertelsmann Secteur : Edition, Medias Médias : M6, W9, Culli, 6ter, RTL, RTL2	FAMILLE BOUYGUES 33e fortune de France Entreprise : Bouygues Secteur : Téléphonie, BTP Médias : TF1, LCI, TMC, TFX
 MARIE-ODILE AMAURY 201e fortune de France Entreprise : Groupe Amaury Secteur : Sports, Communication Média : L'Équipe	 XAVIER NIEL 9e fortune de France Entreprise : Free Secteur : Téléphonie Médias : Le Monde, Télérama, Courrier Inter, L'Obs, Monde Diplô, Nice-Matin, Var-Matin, ...	 PATRICK DRAHI 20e fortune de France Entreprise : Altice (SFR) Secteur : Téléphonie Média : Libération (et 124 à travers Altice)

Infographie : Bostal (Malo Janin)

Sources : Classement Forbes des milliardaires

Contrôle : ● à travers un fonds de dotation
● à travers une entreprise



Qu'est-ce qu'une fake news ?

Une **fake news** (ou **infox**) est une information **délibérément fausse ou trompeuse**, diffusée comme si elle était vraie. Elle vise souvent à manipuler l'opinion, à semer la confusion ou à nuire à la confiance dans les institutions et les médias.



Désinformation/mésinformation : quelle différence ?

Désinformation : diffusion **volontaire** de fausses informations pour tromper, influencer, manipuler.

Mésinformation : partage **involontaire** d'informations erronées ou imprécises, sans intention de nuire, souvent par manque de vérification.

Principales formes de désinformation :

Sites ou comptes imitant des médias ou des institutions.

Manipulations d'images ou de vidéos (montages, deepfakes).

Contenus mensongers circulant massivement sur les réseaux sociaux. Parti pris éditorial de certains grands médias.

Pourquoi le numérique facilite et amplifie ce phénomène

Diffusion virale et instantanée des contenus même faux.

Agence de filtre entre la publication et le lecteur.

Algorithmes favorisant les contenus qui suscitent des réactions rapides plutôt que ceux qui sont vérifiés.

Comment reconnaître une fake news ?

Se fier à des signaux d'alerte : absence d'auteur identifiable ou compte anonyme, affirmations non sourcées ou impossibles à vérifier, ton sensationnaliste, alarmiste ou émotionnel.

Réflexes à adopter :

Développer un esprit critique face à l'information est devenu indispensable.

Posez-vous systématiquement ces questions :

Qui a écrit l'article ?

Pourquoi ?

Dans quel but ?

Le site est-il commercial, personnel, associatif, institutionnel, politique ?

Qui le finance ?

Quelle est la date de publication ?

Les sources sont-elles citées ? Sont-elles fiables ?

L'auteur a-t-il une légitimité sur le sujet ?

Vérifier une information :

CheckNews (Libération)

Les Observateurs (France 24)

AFP Factuel

Les décodeurs (Le Monde)

Vérifier une image :

TinEye

Google Images (recherche inversée)

Vérifier une vidéo :

YouTube DataViewer (Amnesty International)

Vérifier une rumeur :

Hoaxkiller

Hoaxbuster

Ce document rappelle une chose : la solidarité n'est pas un vain mot, c'est une force collective qui renforce les droits de tous. Face aux mensonges propagés par les médias que contrôlent les milliardaires et qui nous divisent, nous avons les faits, le droit et l'histoire avec nous.

L'extrême droite cherche à fracturer le peuple en opposant les travailleurs, ce qui nous empêche de nous regrouper pour lutter contre le patronat.